

L'action de groupe en France

Dispositif en vigueur après la publication du décret d'application

The French class action

The system in force after publication of the implementing decree

La loi relative à la consommation du 17 mars 2014, dite loi Hamon, a introduit en droit français l'action de groupe qui est désormais inscrite aux articles L. 423-1 à L. 423-26 du code de la consommation. Fondée sur une logique d'*opt in*, elle donne aux associations de consommateurs un rôle central dans la procédure.

Suite à l'adoption le 24 septembre 2014 du décret d'application de cette loi, l'action de groupe est entrée en vigueur en France le 1^{er} octobre 2014 et a déjà donné lieu à une première procédure d'indemnisation lancée contre le réseau Foncia par un groupe de locataires représenté par l'association UFC-Que choisir.

Le décret complète le titre II du livre IV du code de la consommation par un chapitre III intitulé "Action de groupe" et apporte un ensemble de précisions visant à encadrer la procédure.

Sa publication est l'occasion de rappeler les principaux aspects du nouveau dispositif.

Champ d'application et procédure applicable

On rappellera que l'action est ouverte aux personnes physiques conformément à la définition des consommateurs introduite dans le nouvel article

The French Consumer Act of 17 March 2014 - the Hamon Law - introduced a class action system into French Law under articles L. 423-1 to L. 423-26 of the Consumer code. Based on an "opt-in" format, consumer associations play a major part in this process.

Following the adoption of the implementing decree on 24 September 2014, the French class action system was brought into force on 1 October 2014. This has already given way to a class action being filed by consumer association, "UFC-Que choisir", which represents a group of tenants, claiming damages against the Foncia network of real estate agencies.

The decree adds a Chapter III entitled "Class action" to the Title II of Book IV of the French Consumer code and provides additional clarification concerning the proceeding.

Its publication serves as an opportunity to reiterate the main issues of the new system.

The scope and the relevant proceeding

One notes that only individuals can file a claim, in accordance with the definition of consumers set out in the new introductory article of the Consumer code.

préliminaire du code de la consommation.

Ces consommateurs doivent être placés dans une "situation similaire ou identique" et avoir subi un préjudice patrimonial résultant d'un dommage matériel ayant pour cause commune un manquement d'un ou de plusieurs professionnels. Les dommages corporels ou moraux sont ainsi exclus.

Les manquements pouvant donner lieu à une action de groupe sont de deux ordres. Il peut s'agir d'une violation du droit français ou européen des pratiques anticoncurrentielles (art. L. 420-1 à L. 420-7 C. com.; art. 101 et 102 TFUE). Il peut également s'agir de l'inexécution ou de la mauvaise exécution d'obligations légales ou contractuelles commises à l'occasion de la vente de biens ou la fourniture de services, ce qui recouvre l'ensemble des litiges de consommation.

D'un point de vue procédural, l'action de groupe sera exercée conformément aux dispositions du code de procédure civile, sous réserve des dispositions particulières fixées dans le code de la consommation (art. R. 423-1 C. consom.). En première instance, la procédure ordinaire sera applicable. En appel, la procédure à bref délai s'appliquera en revanche automatiquement (art. R. 423-4 C. consom.).

Qualité à agir et compétence juridictionnelle

La loi prévoit que les associations de consommateurs agréées à qui le droit d'agir est réservé puissent, sous réserve de l'autorisation du juge, s'adjoindre une personne appartenant à une profession judiciaire réglementée pour les assister (art. L. 423-9 C. consom.). Le décret précise que seuls les avocats et les huissiers de justice pourront jouer ce rôle (art. R. 423-5 C. consom.).

Contrairement aux actions fondées sur le droit de la concurrence ou sur le droit des pratiques restrictives qui sont du ressort de juridictions spécialisées (au nombre de huit), les actions collectives seront du ressort des tribunaux de grande instance (**TGI**) (art. L. 211-15 C. org. judic.).

Afin d'éviter un "éclatement des contentieux", le décret a opté pour une règle de compétence territoriale spécifique, en prévoyant que le TGI territorialement compétent sera toujours celui du lieu où demeure le défendeur. En outre, si ce dernier est à l'étranger ou n'a ni domicile ni résidence connus, le TGI de Paris sera alors compétent (art. R. 423-2 C. consom.).

These consumers have to be in a "similar or identical situation" and must have suffered a financial loss resulting from material damage, caused by one or more professionals. Accordingly, physical and non-pecuniary damages are excluded from the scope.

Two kinds of infringement are likely to result in a class action: (i) the infringement of the French or European Law concerning anti-competitive practices (articles L. 420-1 to L. 420-7 of the Commercial code; articles 101 and 102 TFEU); (ii) the failure to perform or the improper performance of statutory or contractual obligations, committed during the sale of goods or the provision of services. The latter covers all consumer disputes.

From a procedural perspective, a class action will be conducted in accordance with the provisions of the Code of Civil Procedure, subject to what is already laid down in the Consumer code (article R. 423-1 Consumer code). In the first instance the ordinary procedure applies. On appeal, the procedure within a short period of time applies automatically (article R. 423-4 Consumer code).

The quality to act and jurisdiction

The law provides that representative consumers' rights associations, which have exclusive rights to file a claim, can, with a court's authorisation, appoint a member of a regulated legal profession in order to assist them (article L. 423-9 Consumer code). The decree specifies that only lawyers and judicial officers may have this function (article R. 423-5 Consumer code).

*Contrary to legal proceedings based on competition law or restrictive practice law, which fall into specialized jurisdictions (of which there are eight), class actions fall within the jurisdiction of the Tribunaux de Grande Instance (**TGI**) (article L. 211-15 Code of the judicial organization).*

In order to avoid a "disputes blowout", the decree has opted for a specific territorial jurisdiction so that the TGI's territorial jurisdiction will always be that of where the defendant resides. Moreover, if the defendant resides in a foreign country or has no known domicile or residence, the Paris TGI has jurisdiction (article R. 423-2 Consumer code).

Une procédure en deux temps fondée sur une logique d'*opt in*

Pour rappel, dans un premier temps, le juge se prononce sur la responsabilité du professionnel. Il le fait au vu des seuls cas individuels présentés par l'association requérante (à noter que la loi ne fixe pas de nombre minimum de consommateurs au sein du groupe). Il appartient également au juge de déterminer les critères de rattachement sur la base desquels les consommateurs qui ne sont pas à l'origine de l'action pourront ultérieurement demander individuellement réparation (art. L. 423-3 C. consom.).

Lorsque les manquements reprochés aux professionnels portent sur les règles de concurrence (nationales ou européennes), leur responsabilité ne peut être prononcée que sur le fondement d'une décision des autorités ou juridictions nationales ou européennes qui n'est plus susceptible de recours pour la partie relative à l'établissement des manquements (art. L. 423-17 C. consom.).

Lorsqu'une telle décision existe, elle établit l'existence d'un manquement de façon irréfragable, le juge n'ayant à se prononcer que sur le préjudice et le lien de causalité entre celui-ci et le manquement.

Le droit d'agir en réparation est soumis à un délai de prescription de cinq ans à compter du moment où la décision d'une autorité de concurrence n'est plus susceptible de recours (art. L. 423-18 C. consom.).

Outre la responsabilité du ou des professionnels, le juge doit encore préciser dans la même décision trois éléments permettant d'organiser l'indemnisation future des consommateurs:

- Les préjudices susceptibles d'être réparés et leur montant ou à tout le moins les modalités de leur calcul.
- Les mesures de publicité permettant l'information des consommateurs susceptibles d'appartenir au groupe (aux frais du ou des professionnel(s) concerné(s)). Cette publicité ne pourra intervenir qu'une fois la responsabilité du ou des professionnels devenue insusceptible de recours ordinaires ou de pourvois en cassation, sauf en cas de manquement allégué aux règles de concurrence pour lequel la publicité pourra intervenir immédiatement (art. L. 423-19 C. consom.). Le décret dresse une liste d'informations devant nécessairement être mentionnées dans cette publicité (art. R. 423-13 C. consom.).

A two-phase "opt-in" proceeding

One will recall that in the first phase, the tribunal rules on the liability of the professional(s) based solely on the individual cases presented by the claimant association (the law does not require a minimum number of consumers within the group). The tribunal must also identify connecting factors on the basis on which consumers, who did not initiate the judicial proceedings, would be able to individually seek legal redress later (article L. 423-3 Consumer code).

When the alleged breaches of the professionals relate to (national or European) competition law, they should only be liable, with regards to breach-findings, on the grounds of a "definitive" decision taken by national or European authorities or national courts (article L. 423-17 Consumer code).

When such a decision exists, it establishes the existence of the infringement conclusively. The tribunal needs only to conclude on the damage and the causal relationship between that damage and the infringement.

The claim for compensation is subject to a time limit of five years, starting from a non-appealable decision delivered by a competition authority (article L. 423-18 Consumer code).

In addition to the ruling on the liability of the professional(s), the tribunal shall also specify, in the same decision, three points ensuring the consumers' future compensation:

- *Damages that might be compensated and the amount of this compensation or, at the very least, how this amount might be calculated;*
- *Publicity measures to inform consumers which are likely to belong to the concerned group (at the professional(s)' own expense). This publicity measure may only be taken once it is no longer possible to bring an ordinary appeal or an appeal in cassation against the liability decision, except in the event of alleged infringement of competition law for which the tribunal may order provisional enforcement of the publicity measures (article L. 423-19 Consumer code). The decree lists the information which must be indicated in these publicity measures (article R. 423-13 Consumer code).*
- *Time limit (between 2 and 6 months after the completion of the publicity measures) within which consumers may elect to join the group, as well as the terms and conditions of such membership. It must be noted that*

- Le délai (entre 2 et 6 mois après la publicité) dont les consommateurs disposeront pour adhérer effectivement au groupe ainsi que les modalités de cette adhésion. Rappelons que les consommateurs n'ayant pas adhéré ne seront plus recevables à demander une réparation pour les mêmes faits et manquements (art. L. 423-23 C. consom.).

Quelques précisions sont apportées par le décret à la fois sur les modalités d'adhésion du consommateur au groupe et sur les conséquences de celle-ci.

Le consommateur peut adhérer au groupe par tout moyen permettant d'en accuser réception selon les modalités déterminées par le juge et en précisant un certain nombre d'éléments dont le montant qu'il demande en réparation du préjudice invoqué. En cas de pluralité d'associations, le consommateur manifeste son adhésion auprès de l'association de son choix. Précisons toutefois qu'il peut également manifester son adhésion auprès du professionnel, auquel cas il doit en informer l'association concernée (art. R. 423-14 et R. 423-15 C. consom.).

L'adhésion vaut mandat donné à l'association d'accomplir l'ensemble des démarches procédurales tendant à la réparation de son préjudice, y compris l'exercice des voies de recours (art. R. 423-17 C. consom.). Le consommateur peut y renoncer à tout moment.

Dans un second temps, les consommateurs obtiendront individuellement le montant de l'indemnisation fixée par le jugement. Le juge ayant statué sur la responsabilité statuera également sur les éventuelles difficultés apparaissant à l'occasion de la mise en œuvre du jugement. Le décret précise que ces difficultés seront plus précisément soumises au juge de la mise en état. Elles devront l'être avant l'expiration du délai fixé pour l'indemnisation des consommateurs. Ce délai sera suspendu jusqu'à sa décision (art. R. 423-19 C. consom.). La multiplication des difficultés de cette nature pourrait en pratique ralentir fortement le processus d'indemnisation.

Si les consommateurs membres du groupe n'ont pas été indemnisés conformément au jugement, l'association requérante pourra les représenter dans le cadre de la procédure d'exécution forcée. Elle sera à cette fin considérée comme créancière des sommes dues.

Le décret est venu préciser les modalités de fonctionnement des comptes de dépôt ouverts à la Caisse des dépôts et consignations par les associations en vue de l'indemnisation des consommateurs lésés. Chaque association doit ouvrir auprès de cet

consumers who have not joined the group would be ineligible to claim compensation for damages caused by the same issues and infringements (article L. 423-23 Consumer code).

The decree clarifies the way in which consumers are able to join the group as well as the consequences of such a membership.

The consumer may join the group by any means that allows for its acknowledgement, according to the conditions set out by the tribunal, and by specifying a number of elements such as the amount of compensation requested for the suffered damage. In the event of multiple associations, the consumer will assign his membership to a group of his choice. However, it is to be noted that the consumer may also give his membership over to the professionals. If this is the case, the consumer must inform the relevant association (articles R. 423-14 and R. 423-15 Consumer code).

Joining the group means to mandate the taking of all the necessary procedural steps concerning the compensation for the consumers damage, including the exercise of rights of appeal (article R. 423-17 Consumer code). The consumer may at any time renounce the mandate.

In the second phase, the compensation is determined individually for the consumer. After having ruled on the liability of the professional(s), the tribunal will rule on the possible difficulties raised during the execution of the judgement. The decree specifies that these difficulties will be submitted to the pre-trial judge. This submission should take place prior to the expiry of the time limit laid down for the consumers' compensation. This time limit will be suspended until the judge's decision (article R. 423-19 Consumer code). A large number of such difficulties could greatly slow down the compensation process.

If members of the relevant consumer group receive no compensation, the claimant association will represent them during the coercive enforcement procedure. In such a case, the association will be considered as the creditor of the amounts owed to consumers.

The decree also specifies the operational procedures of deposit accounts opened by the associations at the Caisse des Dépôts et Consignations in order to provide compensation for wronged consumers. Every association has to open a specific account for the consumer group at that establishment. Furthermore, the association has to deposit any amounts received for consumers compensation into that account. The

établissement un compte spécifique au groupe des consommateurs sur lequel doit être déposée toute somme reçue au titre de l'indemnisation des consommateurs. L'association titulaire est seule habilitée, sous sa responsabilité, à procéder aux mouvements sur chaque compte et à le clôturer (art. R. 423-18 C. consom.).

Enfin et à titre de rappel, la procédure fait l'objet d'aménagements destinés à la simplifier dans deux cas.

D'une part, une médiation peut avoir lieu à tout moment pour obtenir réparation des préjudices individuels subis par les consommateurs. Tout accord négocié au nom du groupe devra néanmoins être soumis à l'homologation du juge.

D'autre part, une procédure simplifiée peut être mise en place lorsque chaque consommateur composant le groupe est identifié. Dans cette hypothèse, le juge peut condamner le professionnel à indemniser directement et individuellement chaque membre du groupe (art. L. 423-10 C. consom.).

Pour plus d'informations à ce sujet, n'hésitez pas à contacter :

association alone, as the account holder, has the power to carry out transactions and to close accounts (article R. 423-18 Consumer code).

Finally, it must be noted that these provisions have been established within the law in order to simplify the proceedings in two instances.

In the first instance, mediation can take place at any time in order to seek full compensation of the individual damages suffered by consumers. However, any agreement negotiated on behalf of the group should be submitted to the tribunal for approval.

In the second, a simplified procedure is possible if every member of the consumer group is identified. In this case, the tribunal can order the professional to directly and individually compensate each member of the group (article L. 423-10 Consumer code).

If you would like to discuss any of the issues raised in this paper, please contact any of the Ashurst lawyers below:

Contacts



Christophe Lemaire
Associé, Paris
T: +33 (0)1 53 53 54 62
M: +33 (0)6 81 98 96 44
christophe.lemaire@ashurst.com



Michaël Cousin
Counsel, Paris
T: +33 (0)1 53 53 56 92
M: +33 (0)6 03 48 48 19
michael.cousin@ashurst.com

Abou Dhabi

Suite 101, Tower C2
Al Bateen Towers
Bainunah (34th) Street
Al Bateen
PO Box 93529
Abou Dhabi
Emirats arabes unis
T: +971 (0)2 406 7200
F: +971 (0)2 406 7250

Adelaïde

Level 3
70 Hindmarsh Square
Adelaïde SA 5000
Australie
T: +61 8 8112 1000
F: +61 8 8112 1099

Brisbane

Level 38, Riverside Centre
123 Eagle Street
Brisbane QLD 4000
Australie
T: +61 7 3259 7000
F: +61 7 3259 7111

Bruxelles

Avenue Louise 489
1050 Bruxelles
Belgique
T: +32 (0)2 626 1900
F: +32 (0)2 626 1901

Canberra

Level 11
12 Moore Street
Canberra ACT 2601
Australie
T: +61 2 6234 4000
F: +61 2 6234 4111

Djeddah (Bureau Associé)

Level 9 Jameel Square
Corner of Talhia Street and
Al Andalus Street
PO Box 40538
Djeddah 21511
Arabie Saoudite
T: +966 (0)2 283 4135
F: +966 (0)2 283 4050

Dubaï

Level 5, Gate Precinct Building 3
Dubai International
Financial Centre
PO Box 119974
Dubai
Emirats arabes unis
T: +971 (0)4 365 2000
F: +971 (0)4 365 2050

Francfort

OpernTurm
Bockenheimer Landstraße 2-4
60306 Francfort-sur-le-Main
Allemagne
T: +49 (0)69 97 11 26
F: +49 (0)69 97 20 52 20

Hong Kong

11/F, Jardine House
1 Connaught Place
Central
Hong Kong
T: +852 2846 8989
F: +852 2868 0898

Jakarta (Bureau Associé)

Oentoeng Suria & Partners
Level 37, Equity Tower
Sudirman Central
Business District
Jl. Jend. Sudirman Kav. 52-53
Jakarta Selatan 12190
Indonésie
T: +62 21 2996 9200
F: +62 21 2903 5360

Londres

Broadwalk House
5 Appold Street
Londres EC2A 2HA
Royaume-Uni
T: +44 (0)20 7638 1111
F: +44 (0)20 7638 1112

Madrid

Alcalá, 44
28014 Madrid
Espagne
T: +34 91 364 9800
F: +34 91 364 9801/02

Melbourne

Level 26
181 William Street
Melbourne VIC 3000
Australie
T: +61 3 9679 3000
F: +61 3 9679 3111

Milan

Piazza San Fedele, 2
20121 Milan
Italie
T: +39 02 854231
F: +39 02 85423444

Munich

Ludwigpalais
Ludwigstraße 8
80539 Munich
Allemagne
T: +49 (0)89 24 44 21 100
F: +49 (0)89 24 44 21 101

New York

Times Square Tower
7 Times Square
New York, NY 10036
Etats-Unis d'Amérique
T: +1 212 205 7000
F: +1 212 205 7020

Paris

18, square Edouard VII
75009 Paris
France
T: +33 (0)1 53 53 53 53
F: +33 (0)1 53 53 53 54

Pékin

Level 26 West Tower, Twin
Towers
B12 Jianguomenwai Avenue
Chaoyang District
Pékin 100022
République Populaire de Chine
T: +86 10 5936 2800
F: +86 10 5936 2801

Perth

Level 32, Exchange Plaza
2 The Esplanade
Perth WA 6000
Australie
T: +61 8 9366 8000
F: +61 8 9366 8111

Port Moresby

Level 4, Mogoru Moto Building
Champion Parade
PO Box 850
Port Moresby
Papouasie-Nouvelle-Guinée
T: +675 309 2000
F: +675 309 2099

Rome

Via Sistina, 4
00187 Rome
Italie
T: +39 06 421021
F: +39 06 42102222

Shanghai

Suite 3408-10
CITIC Square
1168 Nanjing Road West
Shanghai 200041
Chine
T: +86 21 6263 1888
F: +86 21 6263 1999

Singapour

12 Marina Boulevard
#24-01 Marina Bay
Financial Centre Tower 3
Singapour 018982
T: +65 6221 2214
F: +65 6221 5484

Stockholm

Jakobskatan 6
Box 7124
SE-103 87 Stockholm
Suède
T: +46 (0)8 407 24 00
F: +46 (0)8 407 24 40

Sydney

Level 36, Grosvenor Place
225 George Street
Sydney NSW 2000
Australie
T: +61 2 9258 6000
F: +61 2 9258 6999

Tokyo

Shiroyama Trust Tower
30th Floor
4-3-1 Toranomon
Minato-ku, Tokyo 105-6030
Japon
T: +81 3 5405 6200
F: +81 3 5405 6222

Washington DC

1875 K Street NW
Washington, DC 20006
Etats-Unis d'Amérique
T: +1 202 912 8000
F: +1 202 912 8050

Cette publication est purement informative et n'a pas pour vocation de présenter de manière exhaustive tous les aspects du droit et de la pratique. Il est nécessaire de consulter un professionnel avant toute utilisation de ces informations. Pour de plus amples informations, merci de contacter 18, square Edouard VII, 75009 Paris T: +33 1 53 53 53 53 F: +33 1 53 53 53 54 www.ashurst.com.

Ashurst LLP est un limited liability partnership de droit anglais immatriculé en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro OC330252 et fait partie du Groupe Ashurst. Ashurst LLP est un cabinet d'avocats autorisé à exercer et réglementé par la Solicitors Regulation Authority d'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro 468653. Les avocats d'Ashurst LLP inscrits au Barreau de Paris sont régis par les règles applicables à la profession d'avocat à Paris. Le terme "associé" désigne les membres d'Ashurst LLP ou les collaborateurs ou consultants d'Ashurst LLP ayant un statut et des qualifications équivalents ou les personnes ayant un statut équivalent dans l'une des entités affiliées à Ashurst LLP. De plus amples informations concernant Ashurst sont disponibles sur notre site www.ashurst.com.
© Ashurst LLP 2014 Ref: 4738522 le 07 octobre 2014